L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS

DIMANCHE 3 AOUT 1884.

OFFICIEL.

Lois votées par l'Assemblée Générale,

DE

L'ETAT DE LA LOUISIANE.

SESSION REGULIERE DE 1884.

No. 107.] LOI

Pour amender la loi No 96 de la session régulière de 1882, intitulée "Loi pour pourvoir à un revenu annuel, au profit de l'Etat de la Louisiane, au moyen de taxes annuelles sur les propriétés non exemptées de l'impôt par la Constitution, et prescrivant la manière d'asseoir et de percevoir les dites taxes et d'en assurer le paiement," est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants: Chaque assesseur de taxes, après le 1er janvier de chaque année, examinera soigneusement les archives du Bureau des Hypothèques et du Bureau des Aliénations, ainsi que les sommaires des entrées de terres, et comparera les noms des parties assessées et la description des propriétés, donnant les lignes exactes et les mesures telles qu'elles sont indiquées au Bureau des Aliénations, ainsi que les sommaires d'entrées de terre; il rectifiera diligemment les propriétés imposables de son district ou de sa paroisse qui appartiennent aux résidents et à des propriétaires absents, ou bien encore à des propriétaires inconnus; il dressera une liste distincte dérivant chaque portion de terre et autre bien imposable appartenant à un propriétaire absent dont le nom est inconnu et en fixera la valeur en personne ou par un député assermenté, à moins que le dit propriétaire absent ou son agent ou fondé de pouvoirs ne lui ait remis une liste de taxes correcte et complète contenant le nom et l'adresse du dit propriétaire absent, aussi bien que ceux de son agent ou fondé de pouvoir, le 18 juin 1884, ou plus tôt; et ensuite tous les ans à la même époque; il dressera alors une liste distincte de taxes dérivant chaque partie de terre ou autre bien imposable appartenant à chaque propriétaire inconnu, et fixera une valeur distincte à chaque portion de terre distincte. Il est bien entendu qu'aucun assesseur ne touchera, de sa faute ou avec qu'il attestera, sous serment, un certificat du Contrôleur des Aliénations déclarant qu'il a procédé à l'examen et à la comparaison requises par cette section.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que la section 11 de la loi dont le titre est indiqué ci-dessus, est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Si une portion de terre [ou un terrain] ou toute autre propriété, se trouve omise dans l'assessement d'une année quelconque, on trouvé à exister depuis un ou plusieurs années, ou qu'elle n'ait pas été assessée sous un faux nom, décrite d'une manière inexacte, elle sera, quand l'omission ou l'erreur sera découverte, assessée par l'assesseur ou le collecteur de taxes pour toute la période de temps pendant laquelle a existé l'omission ou l'erreur; elle sera aussi imposée aux taxes d'Etat, de paroissiales et de municipalité qui ont été assessées contre ladite propriété ou pourraient l'être dans l'avenir, conformément à la loi. Il est bien entendu qu'aucune taxe arriérée, datant de plus de trois années, ne sera assessée contre ladite propriété, ou ne figurera sur un tableau supplémentaire et sera enregistré de la même manière que les tableaux de taxes réguliers.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que la section 52 de la loi ci-dessus mentionnée est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants: A l'expiration des vingt jours d'avis susdite, ou aussitôt après que cela sera possible, à partir du jour où le dernier des dits avis est remis, envoyé par la poste, publié ou affiché, le collecteur de taxes ou le shérif auxquels la mise en recouvrement de la liste de taxes délinquantes consolidée sous une seule forme, comme il y est pourvu par les ventes judiciaires, comprenant toutes les propriétés foncières sur lesquelles il est dû des taxes, et cela substantiellement dans la forme suivante, savoir:

"VENTES DE PROPRIETES FONCIERES POUR TAXES D'ETAT."

L'Etat de la Louisiane contre les contribuables délinquants, paroisse de——, district——.

"En vertu de l'autorité dont m'ont revêtu la Constitution et les lois de l'Etat de la Louisiane, je vendrai, à l'entrée principale de la maison de Cour où siège la cour civile de district de ladite paroisse, durant les heures légales pour les ventes judiciaires, commençant à onze heures du matin, samedi, le—— jour de—— A. D. 18— et continuant ensuite chaque jour, jusqu'à ce que lesdites ventes soient terminées, toutes les propriétés foncières sur lesquelles sont dues en ce moment des taxes à l'Etat de la Louisiane, paroisse de——, pour assurer la perception desdites taxes assessées pendant l'année 18——, avec l'intérêt qu'elles doivent acquitter à partir du trentième jour de décembre 18——, à raison de un pour cent par mois, jusqu'à règlement final, ainsi que le paiement de tous frais.

"Les noms desdits contribuables délinquants, le montant des taxes dues par chacun d'eux ou l'assessement de ladite année, et les propriétés foncières assessées au nom de chacun et devant être mises en vente de la manière suivante:

"Ou je prendre les noms par ordre alphabétique, le montant des taxes assessées chaque année sur chaque propriété séparée, puis la description de chaque propriété foncière séparée qui doit être mise en vente, le tout se terminant substantiellement comme suit:) Au dit jour fixé pour la vente, je vendrai et tels propriétés desdites propriétés que chaque débiteur m'indiquera, et dans le cas où le débiteur ne m'indiquerait pas un montant suffisant de propriétés, je vendrai tout de suite et sans autre délai la plus faible portion desdites propriété d'un débiteur quelconque qu'un adjudicataire, quel qu'il soit, achètera pour le montant des taxes, intérêts et frais dus par ledit débiteur."

Le vente se fera sans estimation pour du comptant en monnaie légale des Etats-Unis, et la propriété vendue sera rachetable à quelque moment que ce soit dans le courant d'une année, en payant le prix donné, avec vingt pour cent, et en outre les frais et la pénalité. La dite annonce sera signée officiellement par le collecteur de taxes d'Etat ou le shérif agissant en cette qualité et sera datée. Il est bien entendu que le prix d'adjudication, pour être accepté, devra annoins égaler le montant des taxes, frais et intérêts; dans le cas contraire, le collecteur de taxes est autorisé à adjuger la dite propriété à l'Etat, et il n'annoncera pas de nouveau la mise en vente des propriétés ainsi adjugées à l'Etat à moins qu'elles n'aient été rachetées. Le dit collecteur de taxes ou shérif rédigera et enregistrera un titre aux dites propriétés, comme pour les ventes faites à des individus, et en transmettra une copie à l'Auditeur des Comptes Publics. Il est bien entendu que dans la paroisse d'Orléans le Collecteur de taxes ne sera pas tenu d'annoncer en bloc les propriétés de tous les contribuables délinquants en une fois; il procédera alphabétiquement et annoncera les noms et les propriétés sur lesquelles il est dû le plus fort montant de taxes, en prenant pour base un monta-t fixe quelconque, et annoncant d'abord et en même temps tous ceux qui dépasse le montant ainsi fixé. Il continuera de la même manière à annoncer et à vendre de temps en temps, le plus promptement qu'il lui sera possible, jusqu'à ce que toutes les taxes délinquantes aient été perçues. Il est bien entendu que les lignes de caractère "Nonpareille," dans une annonce de vente pour taxes, constitueront un carré, qui sera payé par le collecteur de taxes, comme l'exige maintenant la loi. Chaque délinquant ne sera responsable que pour la proportionnel des dix lignes sus-dites remplies par la description de ses taxes et de sa propriété.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc., Que la section 59 de la loi ci-dessus mentionnée est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Les collecteurs de taxes et les fonctionnaires agissant en cette qualité, dans tout l'Etat, sont requis de saisir, annoncer et vendre les propriétés sur lesquelles sont dues des taxes délinquantes, à partir du premier jour de mai 1885, ou plus tôt, ou aussitôt que possible après cette date, et ils procéderont de même chaque année. Il est bien entendu que dans le cas où une propriété est achetée par l'Etat, le shérif ou le collecteur de taxes est par le présent autorisé à payer tous les frais d'annonces de propriétés pour taxes délinquantes sur les fonds réalisés par les dites ventes. Si un collecteur de taxes ou un fonctionnaire agissant en cette qualité manque, néglige ou refuse de saisir, annoncer ou vendre les dites propriétés délinquantes, comme il est ordonné ci-dessus, il aura commis un manquement à ses devoirs [non feasance in office], et, s'il est déclaré coupable, il sera destitué.

Sec. 5.—Il est de plus décrété, etc., Que la section 87 [quatre-vingt sept] de la loi ci-dessus mentionnée, est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Il sera prélevé sur l'ordre alphabétique, le montant des taxes assessées chaque année sur chaque propriété séparée, puis la description de chaque propriété foncière séparée qui doit être mise en vente, le tout se terminant substantiellement comme suit:) Au dit jour fixé pour la vente, je vendrai et tels propriétés desdites propriétés que chaque débiteur m'indiquera, et dans le cas où le débiteur ne m'indiquerait pas un montant suffisant de propriétés, je vendrai tout de suite et sans autre délai la plus faible portion desdites propriété d'un débiteur quelconque qu'un adjudicataire, quel qu'il soit, achètera pour le montant des taxes, intérêts et frais dus par ledit débiteur."

Le vente se fera sans estimation pour du comptant en monnaie légale des Etats-Unis, et la propriété vendue sera rachetable à quelque moment que ce soit dans le courant d'une année, en payant le prix donné, avec vingt pour cent, et en outre les frais et la pénalité. La dite annonce sera signée officiellement par le collecteur de taxes d'Etat ou le shérif agissant en cette qualité et sera datée. Il est bien entendu que le prix d'adjudication, pour être accepté, devra annoins égaler le montant des taxes, frais et intérêts; dans le cas contraire, le collecteur de taxes est autorisé à adjuger la dite propriété à l'Etat, et il n'annoncera pas de nouveau la mise en vente des propriétés ainsi adjugées à l'Etat à moins qu'elles n'aient été rachetées. Le dit collecteur de taxes ou shérif rédigera et enregistrera un titre aux dites propriétés, comme pour les ventes faites à des individus, et en transmettra une copie à l'Auditeur des Comptes Publics. Il est bien entendu que dans la paroisse d'Orléans le Collecteur de taxes ne sera pas tenu d'annoncer en bloc les propriétés de tous les contribuables délinquants en une fois; il procédera alphabétiquement et annoncera les noms et les propriétés sur lesquelles il est dû le plus fort montant de taxe, en prenant pour base un monta-t fixe quelconque, et annoncant d'abord et en même temps tous ceux qui dépasse le montant ainsi fixé. Il continuera de la même manière à annoncer et à vendre de temps en temps, le plus promptement qu'il lui sera possible, jusqu'à ce que toutes les taxes délinquantes aient été perçues. Il est bien entendu que les lignes de caractère "Nonpareille," dans une annonce de vente pour taxes, constitueront un carré, qui sera payé par le collecteur de taxes, comme l'exige maintenant la loi. Chaque délinquant ne sera responsable que pour la proportionnel des dix lignes susdites remplies par la description de ses taxes et de sa propriété.

Sec. 6.—Il est de plus décrété, etc., Que la section 89 de la loi ci-dessus mentionnée est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Les collecteurs de taxes et les fonctionnaires agissant en cette qualité, dans tout l'Etat, sont requis de saisir, annoncer et vendre les propriétés sur lesquelles sont dues des taxes délinquantes, à partir du premier jour de mai 1885, ou plus tôt, ou aussitôt que possible après cette date, et ils procéderont de même chaque année. Il est bien entendu que dans le cas où une propriété est achetée par l'Etat, le shérif ou le collecteur de taxes est par le présent autorisé à payer tous les frais d'annonces de propriétés pour taxes délinquantes sur les fonds réalisés par les dites ventes. Si un collecteur de taxes ou un fonctionnaire agissant en cette qualité manque, néglige ou refuse de saisir, annoncer ou vendre les dites propriétés délinquantes, comme il est ordonné ci-dessus, il aura commis un manquement à ses devoirs [non feasance in office], et, s'il est déclaré coupable, il sera destitué.

Sec. 7.—Il est de plus décrété, etc., Que la section 91 de la loi dont le titre est indiqué ci-dessus, est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Si une portion de terre [ou un terrain] ou toute autre propriété, se trouve omise dans l'assessement d'une année quelconque, ou existe depuis un ou plusieurs années, ou qu'elle n'ait pas été assessée sous un faux nom, décrite d'une manière inexacte, elle sera, quand l'omission ou l'erreur sera découverte, assessée par l'assesseur ou le collecteur de taxes pour toute la période de temps pendant laquelle a existé l'omission ou l'erreur; elle sera aussi imposée aux taxes d'Etat, de paroissiales et de municipalité qui ont été assessées contre ladite propriété ou pourraient l'être dans l'avenir, conformément à la loi. Il est bien entendu qu'aucune taxe arriérée, datant de plus de trois années, ne sera assessée contre ladite propriété, ou ne figurera sur un tableau supplémentaire et sera enregistré de la même manière que les tableaux de taxes réguliers.

Sec. 8.—Il est de plus décrété, etc., Que la section 92 de la loi ci-dessus mentionnée est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants: A l'expiration des vingt jours d'avis susdite, ou aussitôt après que cela sera possible, à partir du jour où le dernier des dits avis est remis, envoyé par la poste, publié ou affiché, le collecteur de taxes ou le shérif auxquels la mise en recouvrement de la liste de taxes délinquantes consolidée sous une seule forme, comme il y est pourvu par les ventes judiciaires, comprenant toutes les propriétés foncières sur lesquelles il est dû des taxes, et cela substantiellement dans la forme suivante, savoir:

"VENTES DE PROPRIETES FONCIERES POUR TAXES D'ETAT."

L'Etat de la Louisiane contre les contribuables délinquants, paroisse de——, district——.

"En vertu de l'autorité dont m'ont revêtu la Constitution et les lois de l'Etat de la Louisiane, je vendrai, à l'entrée principale de la maison de Cour où siège la cour civile de district de ladite paroisse, durant les heures légales pour les ventes judiciaires, commençant à onze heures du matin, samedi, le—— jour de—— A. D. 18— et continuant ensuite chaque jour, jusqu'à ce que lesdites ventes soient terminées, toutes les propriétés foncières sur lesquelles sont dues en ce moment des taxes à l'Etat de la Louisiane, paroisse de——, pour assurer la perception desdites taxes assessées pendant l'année 18——, avec l'intérêt qu'elles doivent acquitter à partir du trentième jour de décembre 18——, à raison de un pour cent par mois, jusqu'à règlement final, ainsi que le paiement de tous frais.

"Les noms desdits contribuables délinquants, le montant des taxes dues par chacun d'eux ou l'assessement de ladite année, et les propriétés foncières assessées au nom de chacun et devant être mises en vente de la manière suivante:

"Ou je prendre les noms par ordre alphabétique, le montant des taxes assessées chaque année sur chaque propriété séparée, puis la description de chaque propriété foncière séparée qui doit être mise en vente, le tout se terminant substantiellement comme suit:) Au dit jour fixé pour la vente, je vendrai et tels propriétés desdites propriétés que chaque débiteur m'indiquera, et dans le cas où le débiteur ne m'indiquerait pas un montant suffisant de propriétés, je vendrai tout de suite et sans autre délai la plus faible portion desdites propriété d'un débiteur quelconque qu'un adjudicataire, quel qu'il soit, achètera pour le montant des taxes, intérêts et frais dus par ledit débiteur."

Le vente se fera sans estimation pour du comptant en monnaie légale des Etats-Unis, et la propriété vendue sera rachetable à quelque moment que ce soit dans le courant d'une année, en payant le prix donné, avec vingt pour cent, et en outre les frais et la pénalité. La dite annonce sera signée officiellement par le collecteur de taxes d'Etat ou le shérif agissant en cette qualité et sera datée. Il est bien entendu que le prix d'adjudication, pour être accepté, devra annoins égaler le montant des taxes, frais et intérêts; dans le cas contraire, le collecteur de taxes est autorisé à adjuger la dite propriété à l'Etat, et il n'annoncera pas de nouveau la mise en vente des propriétés ainsi adjugées à l'Etat à moins qu'elles n'aient été rachetées. Le dit collecteur de taxes ou shérif rédigera et enregistrera un titre aux dites propriétés, comme pour les ventes faites à des individus, et en transmettra une copie à l'Auditeur des Comptes Publics. Il est bien entendu que dans la paroisse d'Orléans le Collecteur de taxes ne sera pas tenu d'annoncer en bloc les propriétés de tous les contribuables délinquants en une fois; il procédera alphabétiquement et annoncera les noms et les propriétés sur lesquelles il est dû le plus fort montant de taxe, en prenant pour base un monta-t fixe quelconque, et annoncant d'abord et en même temps tous ceux qui dépasse le montant ainsi fixé. Il continuera de la même manière à annoncer et à vendre de temps en temps, le plus promptement qu'il lui sera possible, jusqu'à ce que toutes les taxes délinquantes aient été perçues. Il est bien entendu que les lignes de caractère "Nonpareille," dans une annonce de vente pour taxes, constitueront un carré, qui sera payé par le collecteur de taxes, comme l'exige maintenant la loi. Chaque délinquant ne sera responsable que pour la proportionnel des dix lignes susdites remplies par la description de ses taxes et de sa propriété.

Sec. 4—Il est de plus décrété, etc., Que la section 59 de la loi ci-dessus mentionnée est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Les collecteurs de taxes et les fonctionnaires agissant en cette qualité, dans tout l'Etat, sont requis de saisir, annoncer et vendre les propriétés sur lesquelles sont dues des taxes délinquantes, à partir du premier jour de mai 1885, ou plus tôt, ou aussitôt que possible après cette date, et ils procéderont de même chaque année. Il est bien entendu que dans le cas où une propriété est achetée par l'Etat, le shérif ou le collecteur de taxes est par le présent autorisé à payer tous les frais d'annonces de propriétés pour taxes délinquantes sur les fonds réalisés par les dites ventes. Si un collecteur de taxes ou un fonctionnaire agissant en cette qualité manque, néglige ou refuse de saisir, annoncer ou vendre les dites propriétés délinquantes, comme il est ordonné ci-dessus, il aura commis un manquement à ses devoirs [non feasance in office], et, s'il est déclaré coupable, il sera destitué.

Sec. 5—Il est de plus décrété, etc., Que la section 87 [quatre-vingt sept] de la loi ci-dessus mentionnée, est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Premièrement—Les taxes annuelles de 1884 seront prélevées et divisées comme suit:

Un mill et demi à la piastre pour payer l'intérêt sur les bons consolidé de l'Etat de la Louisiane, tel qu'il est fixé par la constitution dans l'ordonnance relative à la dette de l'Etat, et pour payer l'intérêt sur la nouvelle émission de bons de l'Etat qui doivent être échangés pour les dits bons consolidés, en vertu de ladite ordonnance. Il est bien entendu que deux cent quarante mille piastres [$240,000] seulement, et pas davantage, de l'intérêt ainsi perçu, seront appliqués au paiement de l'intérêt dû sur les dits bons consolidé, le surplus de la dite taxe devant être affecté au fonds courant des écoles.

Secondement—Il sera prélevé un mill et demi de taxes de levées pour entretenir et réparer les levées; ce montant sera appliqué exclusivement à l'entretien et à la réparation des levées et sera placé au crédit du Fonds Général de l'Ingénieur.

Troisièmement—Un mill et un huitième, taxe de l'instruction publique, est prélevé pour les fins suivantes, savoir:

1. Pour payer l'intérêt sur le Fonds des Ecoles Gratuites, en vertu de la première clause de l'article 233 de la Constitution.

2. Pour payer l'intérêt sur le Fonds du Séminaire, en vertu de la seconde clause du dit article de la Constitution.

3. Pour payer l'intérêt sur le Fonds de l'" Agricultural and Mechanical College", sur la troisième clause du dit article de la Constitution.

4. Le reste de la dite taxe de l'Instruction publique sera appliqué à l'établissement et à l'entretien d'écoles publiques gratuites dans tout l'Etat, en vertu des articles 224 à 228 de la Constitution.

Quatrièmement—Il sera prélevé sur la taxe du Fonds général pour les fins suivantes, savoir:

1. Pour l'entretien du gouvernement de l'Etat et des institutions publiques.

2. Pour réprimer l'insurrection, repousser l'invasion ou défendre l'Etat en cas de guerre, si l'un de ces événements se produit.

3. Fournir aux citoyens de l'Etat qui ont perdu un membre au service militaire des Etats Confédérés, des membres artificiels parfaitement fabriqués. Les différents fonds auxquels il est pourvu seront des fonds continus, et le Trésorier d'Etat, pourra, sans l'intervention de la loi, transférer une balance quelconque ou toutes les balances restant dans le trésor au crédit des fonds séparés, après avoir pourvu au paiement de tous les warrants tirés contre les dits fonds, pendant une année quelconque, au crédit de ces mêmes fonds pendant chaque année subséquente. Il est bien entendu que ceci ne s'applique pas au surplus provenant du Fonds d'intérêt pendant l'année 1884.

Sec. 6—Il est de plus décrété, etc., Que la section première de la loi ci-dessus est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants: Pour l'année de N. S., mil huit cent quatre-vingt-quatre, et pour chaque année subséquente, il sera prélevé des taxes annuelles et montant en tout à six mills à la piastre, sur l'estimation assessée de toutes les propriétés situées dans l'Etat de la Louisiane, excepté celles qui sont expressément exemptées de l'impôt par la Constitution. Le terme propriété, comme il est ici employé, signifie et comprend toutes les propriétés foncières, avec les bâtisses et autres améliorations qui y sont attachées, toutes les améliorations sur les terres publiques et autres terrains non taxés; toute part, ou tout droit ou intérêt, soit légal ou équitable, dans un navire ou bateau de quelque genre que ce soit, et de quelque nom qu'il s'appelle, employé ou destiné à naviguer, exclusivement ou partiellement, dans les eaux de cet Etat ou dans des eaux qui l'avoisinent, soit que ce navire ou bateau se trouve dans la juridiction de cet Etat ou ailleurs, soit qu'il ait été ou non déclaré, enregistré, ou inscrit dans le bureau d'un collecteur quelconque ou dans un district quelconque de collection de cet Etat; et sous l'appellation précédente sont compris tous les bâtiments naviguant sous pavillon étranger dans les eaux de cet Etat ou dans aux qui avoisinent le dit Etat, contrôlés ou exploités en tout ou en partie, au profit de la personne assessée, avec leur approvisionnement estimé au juste prix du marché; aussi, les bâtiments appartenant à une personne, une compagnie, une association ou une corporation quelconque, dans l'Etat ou hors de l'Etat, et ne payant pas de taxes au domicile de la dite compagnie, personne, association ou corporation; tous les chemins de fer et autres chemins, tous les canaux et toutes les autres voies de communication, de voyage ou de transport; toutes les locatives, toutes les *damnies* et autres machines de traction; toutes les machines à vapeur, chaudières, et autres appareils attachés aux machines à vapeur, aux machines électriques et à d'autres machines; tous les téléphones et toutes les lignes télégraphiques; toutes les machines et parties de machines en général; tous les *cars*, voitures, wagons et autres véhicules; tous les brevets et droits d'auteur, toutes les marques de fabrique, tous les privilèges, toutes les chartes et franchises, y compris celles sous la toute loterie, chacun de toute entreprise privilégiée, domiciliée ou non dans l'Etat, à moins qu'il n'y ait exemption d'impôt par la Constitution de l'Etat; tous les bois, toutes les briques et tous les autres matériaux de construction, tous les biens meubles, tous les marchandises et articles de négoce, en possession, en main, ou sous le contrôle du propriétaire, —articles achetés et payés, articles achetés et qui ne sont pas encore payés, articles envoyés en consignation, qu'elle que soit la personne à qui ils appartiennent (les articles en transit et non consignés pour être vendus, ne devront pas être assessés); toutes les liqueurs alcooliques, vineuses, ou à base de houblon; tous les meubles de maison et de cuisine et tous les autres meubles, dont la valeur excédera cinq cents piastres [$500]; tous les bijoux, joyaux, diamants, perles et pierres précieuses, vraies ou imitées; tout objet en or, en argent, ou en plaqué; tous les tableaux, toutes les gravures et statues, ou tous autres objets d'art, bibelots et articles d'ornement; tous les chevaux et autres animaux vivants; tous les biens meubles possédés en dépot, ou par une femme, ou pour un enfant mineur; tous les biens meubles, contrôlés ou administrés par quelqu'un en qualité de président, caissier, trésorier, liquidateur, dépositaire, surintendant, directeur, séquestrateur, receveur, entrepositaire, curateur, tuteur, exécuteur, administrateur, légataire, héritier, bénéficiaire, procureur, agent, fondé de pouvoirs, mandataire, fidéicaire, ou en toute autre capacité officielle; la valeur en argent de tous les jugements, procès et causes d'action, de tous les droits, crédits, bons, actions, obligations, de tous genres, des billets à ordre et autres obligations; tout l'argent en main le jour où la signification est adressée au contribuable pour qu'il fasse la liste de ses propriétés imposables, conformément à la présente loi, comprenant les chèques payables ce jour là et les mandats et billets dus à cette date, lesquels n'auraient pas été inclus comme argent placé à intérêt ou créances dues; aussi, tout argent emprunté ou déposé en banque ou ailleurs. Le montant de l'argent en main ne sera pas compensé ou réduit par le montant d'une dette quelconque à payer, mais doit représenter le montant total qui se trouve en nom de la personne assessée ou dont celle-ci peut disposer au jour ci-dessus indiqué; toutes les monnaies, soit des Etats-Unis ou de l'étranger, circulant ou ne circulant pas; tout numéraire, tous billets de banque et toutes valeurs au papier; tout l'argent prêté à intérêt; toutes les actions de banque, de compagnies d'assurances, de manufactures, de compagnies incorporées ou non incorporées possédant une charte en vertu des lois de tout autre Etat que la Louisiane; tous les articles et objets quelconque, ayant une valeur appréciable en argent. Cette énonciation ne sera pas interprétée de manière à exempter de l'impot aucune propriété ou valeur qui n'y a pas été comprise. Il est bien entendu qu'aucun des articles et objets, ci-dessus énumérés, ne sera assessé plus d'une fois durant la même année.

Sect. 7. — Il est de plus décrété, etc., Que la section trois de la loi ci-dessus est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Le Gouverneur nommera ansi, avec l'avis et le consentement du Sénat, sept assesseurs de taxes pour la paroisse d'Orléans, lesquels recevront au retour de leurs services trois mille piastres ($3,000) chacun par an; ce salaire leur sera payé proportionnellement tous les trois mois par le Trésorier sur le mandat de l'Auditeur, mais il n'est pas permis aux assesseurs de recevoir des honoraires ou commissions; ils resteront en fonctions jusqu'au 31 décembre 1884, et le Gouverneur nommera leurs successeurs. Tous les fonctionnaires mentionnés dans cette loi, ou la section 2 de la loi ci-dessus, pourront être destituée par le Gouverneur, à quelque moment que ce soit, pour négligence, incapacité, incompétence, manquement au devoir ou toute autre cause qu'il jugera suffisamment grave. Le gouverneur pourra remplir, avec l'avis et le consentement du Sénat, toutes les vacances créées de la sorte ou qui surviendront par suite de mort ou de démission; si le Sénat ne siége pas dans le moment, il se prononcera à la session suivante. Les assesseurs ainsi nommés constitueront un Conseil d'Assesseurs pour la paroisse d'Orléans.

Les assesseurs exerceront leurs fonctions conjointement dans la paroisse d'Orléans. Le Conseil ou Board nommera ses propres commis et fixera leur salaire dans les bornes prescrites. Le Conseil de ville donnera à leur usage une salle convenable à l'Hôtel de Ville; il allouera seize mille piastres ($16,000), et pas davantage, pour le paiement des commis et les dépenses courantes du Board, non compris les blancs qui sont fournis par l'Auditeur en vertu des lois actuelles. Les commis et employés du Board des Assesseurs seront payés tous les mois par la ville selon les instructions dudit Board.

Le Board des Assesseurs, le premier jour d'octobre de chaque année, fournira à la ville de la Nlle-Orléans, à l'Auditeur et aux Collecteurs, une copie complète des tableaux d'assessement, et ces tableaux serviront de base ou d'assiette pour la fixation de l'impôt de l'année. La ville pendant l'année où ils ont été faite.

Sec. 8—Il est de plus décrété, etc., Que la section 25 de la loi ci-dessus est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants: Dans la paroisse d'Orléans les assesseurs formant un Conseil ou Board se réuniront, le 1er, ou le premier lundi de janvier, et ensuite tous les jours (les dimanches et les jours de fête reconnus par la loi exceptés) jusqu'à ce que l'assessement soit terminé, et il doit l'être au plus tard le 31 juillet de chaque année. Ils se procureront les anciennes listes et tableaux d'assessement séparément chaque propriété décrite dans lesdites listes, augmentant ou diminuant l'estimation, ou l'adoptant telle quelle, d'après ce que leur dictera leur jugement ou d'après les renseignements les plus exacts qu'ils pourront obtenir, afin d'égaliser la valeur de toute propriété tant de chacune des propriétés assessées, en respectant en même temps la règle de l'égalité et de l'uniformité. Quatre des assesseurs de la paroisse d'Orléans formeront une majorité qui pourra procéder au travail dont le Board est chargé. Si la majorité des assesseurs de la paroisse d'Orléans ne peut pas s'entendre sur l'évaluation d'une propriété quelconque, il sera pris une moyenne des différentes évaluations proposées par les assesseurs, et cette moyenne sera la véritable évaluation de la propriété. Les dits assesseurs, quand ils auront terminé leur travail, en annonceront dans le journal officiel l'achèvement de l'assessement des propriétés et de leur estimation. L'assesseur qui négligera de remplir les devoirs qui lui sont ici prescrits perdra sa place, à moins qu'il n'en ait été empêché par la maladie ou d'autres causes légitimes.

Sec. 9. — Il est de plus décrété, etc., Que la section 27 de la loi ci-dessus est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants: Tous les contribuables auront le droit de se présenter devant un Comité permanent d'Assessement du Conseil de ville de la Nlle-Orléans, ou dans les autres paroisses, devant le Conseil de Révision (Board of Reviewers), ainsi qu'il y est pourvu dans la loi ci-dessus, pendant les sessions des dits Boards, pour donner la description de leurs propriétés, estimées par les assesseurs, et contester devant les tribunaux l'exactitude de l'estimation faite par les dits assesseurs, au moyen des procédures autorisées par la Constitution et les lois; mais l'action instituée pour contester l'exactitude d'une estimation quelconque devra l'être au plus tard le 1er novembre de l'année où elle a fait l'assessement. Le Comité d'Assessement ci-dessus se réunira chaque année le second lundi du mois d'août, dans la ville de la Nlle-Orléans, pour prendre connaissance des contestations soulevées par les propriétaires qui argueront de l'exagération du chiffre de l'estimation établi par les assesseurs, et qui le déclareront supérieur à la valeur actuelle au comptant de la propriété assessée. Le Comité se prononcera sur ces plaintes et adressera son rapport au Conseil de ville qui l'approuvera ou le rejettera, cette décision du Conseil devant être définitive, à moins qu'elle ne soit décrétée, conformément à l'article 203 de la Constitution. Le dit Comité est autorisé à augmenter je chiffre d'un assessement imparfait ou inexact, pourvu qu'il signifie d'abord au contribuable intéressé d'avoir à comparaître devant lui, dans les cinq jours qui suivront la signification, afin de faire connaître les raisons pour lesquelles l'assessement ne serait pas augmenté.

Sec. 10—Il est de plus décrété, etc., Que la section 39 de la loi ci-dessus est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Le gouverneur aura le droit de destituer les dits collecteurs de taxes de la paroisse d'Orléans, ou l'un d'eux, ou de leur interdire l'exercice de leurs fonctions jusqu'à ce qu'il y ait une décision sur les accusations qu'il croira, pour une raison qu'il jugera suffisante, devoir formuler contre eux; il est autorisé à remplir, avec l'avis et le consentement du Sénat, les vacances dans le corps des Assesseurs, le Sénat, s'il est alors ajourné, devant à la session ajournée se prononcer sur les nominations faites. Les nouveaux assesseurs ainsi désignés exerceront leurs fonctions en cette qualité.

Sec. 11—Il est de plus décrété, etc., Que la section 76 de la loi ci-dessus est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Si un collecteur de taxes manque ou néglige de faire un réglement commandé par la loi, il perdra la commission qui lui est allouée, et il sera tenu en outre de payer cinq pour cent d'intérêt par mois sur la somme par lui retenue, à dater du jour où elle auront dû être versée au trésor jusqu'au jour où il l'aura versée. L'Auditeur des Comptes Publics et le Jury de Police formuleront à cet effet une accusation contre le collecteur de taxes en défaut, et requerra l'Avocat de District du District ou de la paroisse où le dit collecteur de taxes exerce ses fonctions, de procéder contre celui-ci et ses cautions par voie judiciaire et devant toute cour de juridiction compétente, après lui avoir donné trois jours d'avis, pour le recouvrement du montant dû par le collecteur de taxes. Il sera du devoir de l'Auditeur, dans le cas où un collecteur de taxes différera son réglement plus de vingt jours après l'époque fixée par la loi, d'envoyer un état certifié de son compte au juge de district, lequel sera tenu de le remettre spécialement au grand jury, qui est certifié constituera une preuve suffisante pour autoriser le grand jury à mettre le collecteur de taxes en accusation et il sera la comme preuve le jour du procès devant le jury chargé de juger le dit collecteur. L'affaire contre un collecteur en défaut sera jugée de préférence à toute autre affaire. Tout collecteur de taxes qui, ayant fait son réglement mensuel ou trimestriel, ainsi qu'il y est pourvu dans cette loi ou dans toute autre loi, négligera de payer immédiatement le montant dû au trésor de l'Etat ou de paroisse et de se munir du reçu du trésorier constatant le dit paiement, sera, en outre de la perte de sa commission et de l'intérêt qu'il devra acquitter, comme il est dit ci-dessus, passible des pénalités décrétées pour détournement de fonds, et il pourra en même temps être destitué.

Sec. 12—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi contraire à la présente est abrogée, et que les dispositions de cette loi auront leur plein effet dès qu'elle aura été promulguée; toutes lois ou parties de lois, non contraires à la présente, et ayant rapport aux mêmes matières, resteront en vigueur.

OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.
H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 10 juillet 1884.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane

Pour copie conforme,

OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Temperature du 2 août 1884.

Thermomètre de C. Durand, Opticien.

	Fahrenheit	Centigrade
6 heures du matin	84	28½
Midi	91	27½
2 P. M.	92	27½
6 P. M.	83	28½

Samedi 2 août, 1884, 2 p. m.

Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes

Atlanta	81	Louisville, Ky	82
Augusta, Ga	87	Memphis, Tenn	82
Corsicana, Tex	87	Mobile, Ala	79
Cairo, Ill	87	Montgomery, Ala	86
Chattanooga, Tenn	83	Nashville, Tenn	87
Cincinnati, O	87	New Orleans, La	87
Davenport, Iowa	87	Omaha, Neb	79
Dubuque, Iowa	85	Pittsburgh, Pa	86
Galveston, Texas	88	Savannah, Ga	90
Indianola	90	Shreveport, La	90
Keokuk, Iowa	88	St-Louis, Mo	88
Key West, Fla	91	St-Paul, Minn	78
La Crosse, Wis	72	Vicksburg, Miss	82
Leavenworth, Kan	86	Yankton, D. T	77

MARIAGES, NAISSANCES ET DECES,

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Eugène Phillippe à Mlle Leocadie Magnon.

Naissances.

Mmh Homer A. Bird, un garçon, 30 juin.
Mme Wm. Dawson, un garçon, 24 juillet.
Mme C. V. De Gruy, un garçon, 26 juillet.
Mme Edward Knabbe, un garçon, 24 juillet.
Mme V. Eckert, une fille, 31 juillet.
Mme Frank U. Rochester, un garçon 25 juillet
Mme Wm. H. Flynn, un garçon, 19 juillet.
Mme Joseph W. Orunk, une fille, 29 juillet.
Mme Frederick Ward, un garçon, 30 juin.
Mme August Ravain, une fille, 18 juillet.
Mme Emile Roth, un garçon, 27 juillet.
Mme J. B. Abadie, un garçon, 7 juillet.

Décès.

Robert Anthony Martin, 8 mois, rue Clara près Gravier.
Leake Hackett, 3 ans, rue Washington près Pearl.
Margaret Smith, 70 ans, Hôtel Dieu.
Bernard Bagneris, 15 mois, coin Orléans et Prieur.
Marie Alexander, 24 ans, 338 rue St. Louis.
Marie Agnes, 25 jours, coin Quartier et Bourgogne.
Mlle Mary Della Hogan, 26 ans, 254 1/2 rue Poydras.